



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre ISOLATION

Pour la promotion de l'isolation dans le résidentiel et le tertiaire sur le territoire de la Martinique à compter du 17 janvier 2019



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Energie piloté par le comité PTME de Martinique (Collectivité Territoriale de Martinique, DEAL, ADEME, SMEM, EDF) et financé par l'Etat.

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE ISOLATION

Le caractère électrique insulaire de la Martinique, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la collectivité de la Martinique de constituer avec la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le Syndicat Mixte de l'Electricité de Martinique (SMEM) EDF et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL), un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée. »,

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernées, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Isolation s'inscrit dans cette démarche. Elle a pour but de favoriser la rénovation des bâtiments existants sur le territoire de la Martinique en isolant ces derniers et de ce fait, contribuer à la réduction de la consommation d'énergie électrique.

L'offre Isolation s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation de la Martinique suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion:

Martinique / Particuliers – BAR Isolation de combles ou de toitures
Martinique / Particuliers précaires – BAR Isolation de combles ou de toitures
Martinique / Particuliers très précaires – BAR Isolation de combles ou de toitures
Martinique / Particuliers – BAR Isolation des murs
Martinique / Particuliers - BAR – Protection solaire des façades
Martinique / Particuliers – BAR - Réduction des apports solaires par la toiture
Martinique / Particuliers très précaires - BAR - Réduction des apports solaires par la toiture

Martinique / Entreprises – BAT - Isolation des combles ou de toitures
Martinique / Entreprises – BAT - Isolation des murs
Martinique / Entreprises – BAT – Protection solaire des façades
Martinique / Entreprises – BAT – Protection solaire des toitures

Martinique / Collectivités – BAT - Isolation de combles ou de toitures
Martinique / Collectivités – BAT – Isolation des murs
Martinique / Collectivités – BAT – Protection solaire des façades
Martinique / Collectivités – BAT – Protection solaire des toitures

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l' »Entreprise ») pour l'offre Isolation.

2 SYNTHÈSE DE L'OFFRE ISOLATION

Terminologie :

- R : représente la Résistance thermique d'un isolant. Il exprime la capacité d'un matériau à résister au froid et au chaud. Exprimé en $m^2.K/W$ (Kelvin par Watt), l'indice R s'obtient par le rapport de l'épaisseur en mètres sur la conductivité thermique du matériau.
- Le facteur solaire au sens de la RTAA DOM, noté FS, caractérise globalement la protection d'une paroi ou contre les rayonnements solaires qu'ils soient directs, diffus ou réfléchis. Il dépend de l'orientation, de la présence de paresoleil et des caractéristiques propres de la paroi.
- Bâtiment existant : bâtiment pour lequel la date d'achèvement des travaux remonte à plus de 2 ans.

Clients et travaux concernés :

	Résidentiel		Tertiaire
Type de bâtiment	Maison individuelle neuf ou existant	Bâtiment résidentiel collectif neuf ou existant	Bâtiment tertiaire réservé à une utilisation professionnelle, de surface totale inférieure à 1000 m^2 (*) neuf ou existant
Travaux concernés	<p>- Combles / toitures : Mise en place d'une isolation thermique en comble perdu ou en rampant de toiture.</p> <p>- Murs : Mise en place d'un doublage isolant (complexe ou sur ossature) sur mur(s) en façade ou en pignon.</p> <p>- Comble / Toiture : Mise en place d'un système permettant de la réduction des apports solaires par la toiture</p> <p>- murs : Mise en place d'un système permettant de la réduction des apports solaires par les façades</p> <p>La toiture ou le mur peut être constituée d'un système assurant à lui seul le facteur solaire requis ou d'une intégration d'éléments séparés dont la composition permet d'atteindre le facteur solaire requis.</p> <p>L'application de peintures réfléchissantes sur la toiture ou le mur en place n'est pas éligible.</p>		

(*) Tous travaux dépassant la limite fixée de 1000 m^2 feront l'objet d'un traitement spécifique par la cellule BtB.

Critères techniques :

Critères techniques	Résidentiel	Tertiaire
Résistance thermique murs	$R_{th} \geq 1,2 \text{ m}^2K/W$	
Résistance thermique Toitures/combles	$R_{th} \geq 1,5 \text{ m}^2K/W$	$R_{th} \geq 1,2 \text{ m}^2K/W$
Facteur solaire toitures	$FS \leq 3 \%$	
Facteur solaire murs	$FS \leq 9 \%$	

Prime économies d'énergie :

Elle est différenciée comme suit :

		Isolation thermique des murs	Isolation thermique des combles ou toitures	Réduction des apports solaires par la toiture	Réduction des apports solaires des façades
Résidentiel (précaires et non précaires)	Neuf / Existant	8 € / m ²	14 € / m ²	14 € / m ²	4 € / m ²
Résidentiel en situation de grande précarité énergétique	Neuf / Existant	8 € / m ²	16 € / m ²	16 € / m ²	16 € / m ²
Bailleurs Sociaux	Neuf / Existant	6 € / m ²	12 € / m ²	12 € / m ²	12 € / m ²
Tertiaire	Neuf / Existant	6 € / m ²	12 € / m ²	12 € / m ²	12 € / m ²

Mise en œuvre opérationnelle de l'offre Isolation :

La mise en œuvre de l'offre Isolation s'appuie sur les conditions générales du contrat de partenariat Installateur partenaire Agir plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivant qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre Isolation.

3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE ISOLATION

3.1 Complément de l'article 3 des CG : Zones d'intervention, compétences métier et assurances professionnelles

L'Entreprise s'engage à :

- avoir les compétences requises pour réaliser des travaux d'isolation dans les règles de l'art et de sécurité ;
- reconnaître avoir été averti des responsabilités professionnelles qui lui incombent (attestation d'assurance Responsabilité civile) ;
- se conformer aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'il réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur d'isolants ...) ;
- Etre titulaire de polices d'assurances nécessaires valides se rapportant à ses domaines d'activités et être en mesure de la présenter à tout moment à EDF ;
- Etre à jour de ses obligations sociales et fiscales.
- Être titulaire d'une certification RGE « Reconnu Garant de l'Environnement » en cours de validité, dans les domaines concernés :

L'Entreprise doit transmettre chaque année les documents suivants :

- o une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité
- o une attestation d'assurance décennale en cours de validité
- o une attestation en cours de validité pour le signe de qualité RGE

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement pour l'installation de l'isolation ou de la toiture performante à des installateurs qualifiés disposant d'un signe de qualité RGE, valide à la date d'engagement des travaux, sur les domaines concernés et remettre à EDF le certificat qualité correspondant.

3.2 Complément de l'article 4 des CG : formation / information

L'Entreprise s'engage à

- Participer à une formation organisée par l'ADEME, la Chambre des Métiers ou tout organisme certifié pour obtenir le signe de qualité RGE (Reconnu Garant de l'Environnement), uniquement pour le résidentiel,
- Participer à une formation initiale Isolation organisé par EDF portant sur :
 - o les enjeux énergétiques de la Martinique ;
 - o le partenariat EDF/Installateur partenaire Agir Plus d'EDF ;
 - o le montage des dossiers –permettant le versement de la Prime économies d'énergie.
 - o l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers quand celui-ci sera opérationnel pour l'offre Isolation.

A l'issue de cette formation, un numéro d'agrément sera remis à l'entreprise partenaire.

Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'Entreprise à la signature de la convention ;

Accompagnement des partenaires pour la constitution des dossiers :

L'animateur de filière EDF met en place un certain nombre de visites annuelles chez les partenaires, afin de les accompagner pour la constitution des dossiers et pour promouvoir auprès des partenaires les éco-comportements et les techniques performantes d'efficacité énergétique

3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Isolation par les parties :

L'Entreprise s'engage à :

- Rappeler le client dans les 48 heures ouvrées après réception d'une demande de devis.
- Présenter et promouvoir auprès de ses clients l'Offre Isolation en assurant une information sur :
 - o les atouts de l'isolation ;
 - o les différents types de travaux primés (combles, mur, ouvrant, plancher et toit terrasse) ;
 - o les matériaux isolants et autres systèmes permettant la réduction des apports solaires ;
 - o les Primes économies d'énergie ;
 - o les conditions d'obtention de ces primes.
- Remettre à ses clients les documents commerciaux relatifs à l'Offre Isolation : dépliant en fonction du type de client : Résidentiel ou Professionnel / Entreprise / Collectivité.
- Conseiller ses clients sur les travaux d'isolation qu'ils souhaitent entreprendre en leur proposant la solution technique la plus adaptée à leur projet de rénovation.

Pour la pose de l'isolant :

- préconiser du matériel d'isolation performant certifié ACERMI ou équivalent
- évaluer la bonne épaisseur d'isolant à poser pour respecter les conditions techniques de l'offre

Pour la pose d'une toiture ou d'éléments de toiture permettant la réduction des apports solaires, de bardage ventilé pour paroi verticale, pare-soleil verticaux :

- préconiser du matériel permettant la réduction des apports solaires en respectant les conditions techniques de l'offre
- Présente, sous huit (8) jours ouvrés maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de calcul, ainsi que le cadre de contribution si le bénéficiaire est une personne physique ou un syndic de copropriété ;
- fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;
- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Critères techniques

Les travaux susceptibles d'être réalisés sont à minima conformes aux exigences des fiches d'opérations standardisées CEE suivantes :

- BAR-EN-106 : isolation combles ou toiture (France d'outre-mer) ;
- BAR-EN-107 : isolation des murs (France d'outre-mer) ;
- BAR-EN-109 : résidentiel : réduction des apports solaires par la toiture (France d'outre-mer).
- BAT-EN-106 : isolation combles ou toiture (France d'outre-mer).
- BAT-EN-108 : isolation des murs (France d'outre-mer) ;
- BAT-EN-109 : tertiaire : réduction des apports solaires par la toiture (France d'outre-mer)
- IND-EN-101 : isolation des murs (France d'outre-mer) ;
- IND-EN-102 : isolation combles ou toiture (France d'outre-mer).

Le détail de ces fiches est disponible sur le site du ministère en charge de l'environnement.

Pour les isolants :

Les isolants doivent posséder des caractéristiques de performances suivantes :

- La résistance thermique est supérieure ou égale à 1,5 m².K/W dans les bâtiments résidentiels et à 1,2 m².K/W pour les bâtiments réservés à des usages professionnels. Elle est évaluée selon les normes suivantes :
 - o pour les isolants non réfléchissants : normes NF EN 12664, NF EN 12667 ou NF EN 12939 ;
 - o pour les isolants réfléchissants : norme NF EN 16012.

validés soit par :

- la marque de certification de produit ACERMI ;
- un avis technique valide du CSTB avec suivi CTAT (Comité Technique de l'Avis Technique) ;
- un document technique d'application (DTA) valide du CSTB avec suivi CTAT ;
- des caractéristiques de performances et de qualités équivalentes établies par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes figurant dans les fiches CEE Outre-Mer isolation.

Ils doivent être installés par un professionnel

Pour les systèmes permettant la réduction des apports solaires

Les systèmes installés doivent posséder des caractéristiques de performances suivantes :

- le facteur solaire est inférieur ou égal à 9 % pour les murs et inférieur ou égal à 3% pour les toitures

validés par

1. Cas de la mise en place d'un système assurant à lui seul le facteur solaire requis :

Un document qui indique que le dispositif de marque et référence mis en place est un système de toiture ou de façade permettant la réduction des apports solaires par la toiture ou par les murs et précise son facteur solaire. En cas de mention d'une date de validité, ce document est considéré comme valable jusqu'à un an après sa date de fin de validité.

- Cas de la pose d'éléments séparés dont la composition permet d'obtenir le facteur solaire requis :
Une note de calcul, établie, datée et signée par le professionnel ou un bureau d'étude reprenant le calcul du facteur solaire à partir d'une méthode reconnue comme par exemple « Mayénergie » ou « Batipays ».

Ils doivent être installés par un professionnel

L'Entreprise valide avec EDF l'éligibilité de tout nouveau système avant propositions aux clients ;

Prime économies d'énergie

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Martinique en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie en fonction du type de pose et de la catégorie de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un isolant dans les conditions de l'offre.

Le montant des Primes économies d'énergie est fondé sur la prime optimale définie dans le cadre de compensation de la Martinique validé par le comité MDE pour les actions citée dans l'article 1. Elle est différenciée selon la surface isolée comme indiqué dans l'article 2.

Conditions pour pouvoir bénéficier de la Prime économies d'énergie pour les clients en situation de grande précarité énergétique :

Soumis à conditions de revenus de l'ensemble des personnes habitant le même foyer, telles que définies par l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie :

Nombre de personnes composant le ménage	Ménages aux ressources très modestes « Grand-Précaires » (en €)	Ménages aux ressources modestes « Précaires » (en €)
1	14 790	18 960
2	21 630	27 729
3	26 013	33 346
4	30 389	38 958
5	34 784	44 592
Par personne supplémentaire	+4 385	+ 5 617

Justificatifs à fournir pour l'attribution de la Prime économies d'énergie pour les clients en situation de grande précarité énergétique:

1. Justificatif de ressources :

- Le ou les avis d'imposition ou de non-imposition de chaque foyer fiscal intégré au ménage au titre des revenus de l'année N-1 ou de l'année N-2 par rapport à la date de référence (date d'acceptation du devis); pour les personnes non-imposables, est accepté le document intitulé « Avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu – Valant avis d'impôt » ou
- L'attestation accompagnant le chèque énergie prévu à l'article L. 124-1 du code de l'énergie, dont l'échéance d'utilisation est postérieure à la date de référence (date d'acceptation du devis).

Exemple de dossier avec avis d'imposition comme justificatif de ressources :

- Devis accepté et signé le 01/02/2019 : N-1 pas disponible ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017
- Devis accepté et signé le 03/09/2019 : N-1 = avis d'imposition 2019 sur les revenus de 2018 ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017

2. Si nécessaire un document attestant de la correspondance entre l'adresse des travaux et l'adresse du justificatif de ressource. Quatre cas de figure :

- Le bénéficiaire des CEE est en situation de précarité et est le locataire du logement où sont réalisés les travaux : l'adresse mentionnée sur le justificatif de ressource doit être la même que l'adresse des travaux (1) ;
- le bénéficiaire est en situation de précarité, est le propriétaire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement est sa résidence principale : l'adresse mentionné sur le justificatif de précarité est l'adresse des travaux (1) ;
- le bénéficiaire est en situation de précarité, est le propriétaire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement n'est pas sa résidence principale (résidence secondaire, location à un tiers, ...) : l'adresse mentionnée sur le justificatif de ressource est l'adresse du logement principale et le bénéficiaire fournit le ou les documents justifiant la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse des travaux (2) ;
- le bénéficiaire n'est pas en situation de précarité et le logement où sont réalisés les travaux est occupé par au moins un ménage en situation de précarité : l'adresse du justificatif de ressource est l'adresse des travaux et le bénéficiaire fournit le ou les documents justifiant la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse des travaux. (2)

(1) Documents complémentaires à fournir en cas de déménagement du ménage en situation de précarité dans les trois (3) mois précédant la signature du devis :

- Bail locatif ou acte notarié de propriété à l'adresse des travaux datant de moins de moins de trois (3) mois
- Facture EDF à l'adresse des travaux datant de moins de moins de trois (3) mois

au nom du ménage en situation de précarité

(2) Documents complémentaires à fournir pour justifier la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse de travaux :

- titre de propriété ou acte notarié ou
- permis de construire ou

- certificat d'adressage ou
 - demande de raccordement EDF ou
 - taxe foncière
 - faisant apparaître le nom du bénéficiaire de l'opération
 - ET
 - bail locatif ou certificat d'hébergement à l'adresse des travaux et
 - facture EDF à l'adresse des travaux
- au nom du ménage en situation de précarité

La prime est destinée à l'investisseur (promoteurs immobiliers, particuliers, entreprises ou collectivités).

En règle générale, la participation financière d'EDF ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, tertiaires, industriels bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

De même en règle générale, la présente convention ne s'applique pas si l'investisseur ou le co-financeur est l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat). Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

Les primes sont répercutées intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un isolant dans les conditions requises.

La Prime économies d'énergie ne pourra pas dépasser le montant de la facture du partenaire. Par exemple, pour une facture d'un montant de 1 200 € TTC pour l'isolation de 100m² de toiture d'une maison individuelle, la Prime économies d'énergie isolation de combles précaires sera de 1 100 € et non 1 400€.

Une installation ayant déjà bénéficié de la Prime économies d'énergie ne pourra pas en bénéficier de nouveau pour les mêmes travaux :

- durée de vie pour l'isolation : 30 ans
- durée de vie pour la réduction d'apports solaires en toiture : 30 ans
- durée de vie pour la protection de mur contre le rayonnement extérieur : 30 ans.

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économies d'énergie est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux

L'Entreprise s'engage à :

- concevoir et installer le système dans les règles de l'art et le respect de la réglementation attachées aux travaux qu'elles réalisent (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations constructeurs...).
 - respecter en tout point des dispositions de la convention Isolation
 - respecter, lors de cette visite, des prescriptions relatives à :
 1. Au type de toiture,
 2. La couleur de la toiture,
 3. L'orientation,
 4. La surface à isoler,
 5. La présence de nuisible (insecte, rongeur),
 6. La ventilation,
 7. L'étanchéité,
 8. Au taux d'humidité,
 9. Au positionnement du pare vapeur (pour éviter l'apport de chaleur extérieur),
 10. L'esthétique,
 11. L'hygiène et à la santé
- sélectionner de méthodes de travail permettant de réduire au minimum l'émission de fibres de poussière ;
- Respecter les délais convenus avec le client et réaliser les travaux dans un délai maximum de douze (12) mois suivant la signature du devis. Passé ce délai EDF ne garantira plus le remboursement de la Prime économies d'énergie ;

- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.

3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – après-vente

L'Entreprise s'engage à :

- livrer l'installation en respectant notamment les points suivants :
 - o inviter le client à régler une température de consigne de 25°C (sauf application spécifique type laboratoire).
 - o assurer au client une garantie décennale de 10 an sur le matériel posé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation.
- tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériaux posés
- assurer, via les filières existantes, la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (récupération d'isolants obsolètes s'il s'agit d'un remplacement de matériel).
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (climatisation de classe A+++, conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;

3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux et suivi de la satisfaction client

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de Martinique. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Le contrôle s'appuiera, pour le volet technique, sur les fiches de contrôle de la qualification Qualibat. Ils porteront notamment sur les points suivants :

- Matériaux installés différents de ceux figurant dans le dossier,
- surface de travaux inférieure à celle figurant sur la facture,
- résistance thermique inférieure à celle figurant sur la facture,
- facteur solaire supérieur à celui figurant sur la facture,
- non-continuité de la pose d'isolant (attendue pour éviter les ponts thermiques),
- non-respect de la bonne épaisseur d'isolant en tout point,
- non traitement des ponts thermiques quand cela est possible.
- non-respect de l'esthétique du bâtiment.

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économies d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économies d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise.

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.

3.7 Complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents : procédure de constitution de dossiers de demande de CEE

Constitution des dossiers Isolation par l'Entreprise

Pour chaque secteur, Résidentiel ou tertiaire, un dossier Isolation complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Éléments du dossier Client

<p>Le devis ou bon de commande, conforme à la législation en vigueur mentionne</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie ou la Prime économies d'énergie précarité si elle est justifiée, suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Martinique intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en € / m², et du montant total de la prime. <p><u>Pour la pose d'isolants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et la pose d'isolant suivi de la surface posé ; - La nature, la marque, la référence complète de l'isolant posé et la référence de la certification Acermi; - L'épaisseur et la résistance thermique mesurée selon la norme xxx (cf. critère technique article 3/5). <p><u>Pour la mise en place d'un système de toiture assurant à lui seul le facteur solaire requis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'un système de toiture, permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif; - La nature, la marque, la référence complète du système posé - le facteur solaire du système de toiture ; <p><u>Pour la pose d'éléments séparés dont la composition permet d'obtenir le facteur solaire requis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'une toiture, ou d'éléments de toiture, constituée d'éléments séparés permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif ; - la liste des éléments constituant la toiture et leurs caractéristiques techniques (couleur ou coefficient d'absorption, résistance thermique, émissivité, ... selon la nature des matériaux) - le facteur solaire du système mis en place - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale. 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Si le chantier fait l'objet d'une sous-traitance :</p> <p><u>*le sous-traitant est connu à la création du devis :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'entreprise xxxxx dont le numéro d'immatriculation est xxxx et la référence RGE est yyyy». (obligatoire pour les clients personnes physiques)</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis mais fait partie d'une liste définie de sous-traitant :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'une des entreprises mentionnées ci-après » suivi de la liste des entreprises avec leurs numéros d'immatriculation et leur référence RGE (obligatoire pour les clients personnes physiques).</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis :</u> Le partenaire ou l'entreprise titulaire du marché fait signer à son client pour acceptation en amont des travaux (au plus tard le jour de la réalisation) un document dans lequel il fait part de son intention de sous-traiter tout ou partie des travaux et précise l'entreprise sous-traitante et ses domaines de qualifications (dont RGE si les travaux l'exigent).</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>L'attestation sur l'honneur renseignée et signée par l'Entreprise et le client. La date d'engagement de l'opération est la date d'acceptation de réalisation de l'opération (ex : date d'acceptation du devis ou du bon de commande). La date de signature de l'Entreprise est postérieure à la réalisation des travaux. Attention ce document équivaut à un CERFA et ne doit en aucun cas être modifié. Dans le cas du versement de la Prime économies d'énergie précarité on utilisera les modèles d'attestation sur l'honneur avec les compléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R1 si le bénéficiaire des travaux et l'occupant du logement où est réalisé l'installation sont les mêmes - R2 si le bénéficiaire des travaux et l'occupant du logement où est réalisé l'installation sont différents (locataire par exemple) 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>La facture client conforme à la législation en vigueur qui fait clairement apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie » ou la Prime économies d'énergie coup de pouce si elle est justifiée, suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Martinique intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », le montant unitaire exprimé en € / m², et le montant total de la prime. <p><u>Pour la pose d'isolants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture et la pose d'isolant suivi de la surface posé ; - la nature, la marque, la référence complète de l'isolant posé et la référence de la certification Acermi; - l'épaisseur et la résistance thermique mesurée selon la norme xxx (cf critère technique article 3/5). <p><u>Pour la mise en place d'un système de toiture assurant à lui seul le facteur solaire requis :</u></p>	<input checked="" type="checkbox"/>

<ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'un système de toiture, permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif; - la nature, la marque, la référence complète du système posé - le facteur solaire du système de toiture ; <p><u>Pour la pose d'éléments séparés dont la composition permet d'obtenir le facteur solaire requis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'une toiture, ou d'éléments de toiture, constituée d'éléments séparés permettant la réduction des apports solaires et la surface de toiture couverte par le dispositif ; - la liste des éléments constituant la toiture et leurs caractéristiques techniques (couleur ou coefficient d'absorption, résistance thermique, émissivité, ... selon la nature des matériaux) ; - le facteur solaire du système mis en place. 	
La fiche technique de l'isolant ou du système de toiture installé	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les personnes physiques et les syndicats de copropriété, le cadre de contribution renseigné	<input checked="" type="checkbox"/>
Si le client bénéficie de de la Prime économies d'énergie précarité-modeste, l'Entreprise transmet: le justificatif de ressource et si nécessaire un document complémentaire qui prouve le lien entre le bénéficiaire et l'adresse de pose (cf. cas de figure article 3.3 justificatif de précarité énergétique)	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour la pose d'éléments séparés dont la composition permet d'obtenir le facteur solaire requis, la note de calcul, établie, datée et signée par le professionnel ou un bureau d'étude reprenant le calcul du facteur solaire	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission des dossiers Isolation par l'Entreprise

Les dossiers de l'offre Isolation sont à transmettre par l'Entreprise à EDF via un outil de pilotage extranet sécurisé au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

L'Entreprise devra y saisir ses affaires, scanner les dossiers d'une taille unitaire maximale de 1 Mo, constituer ses bons de remboursement et suivre l'état d'avancement de ses remboursements.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement. Une demande de complément ou de correction sera alors demandée par EDF.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une information transmise à l'Entreprise par EDF via l'outil de pilotage indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger sous un délai de dix (10) jours ouvrés.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides.

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Modalité de remboursement des Primes économies d'énergie

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers Isolation complets déposés et validés par EDF, qu'il doit scanner et déposer au plus tard le dix (10) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

La facture devra :

- Porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- Mentionner le numéro du Bon de Remboursement affecté lors de chaque saisie dans le portail extranet partenaire.
- Faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie ou la Prime économies d'énergie « coup de pouce ». La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- Mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'Entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat seront conditionnées par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions Générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date d'édition de facture reconnue bonne à payer, par virement bancaire sur le compte de l'Entreprise :

Code Banque :	
Code Guichet :	
N° du Compte :	Clé RIB :
Nom de la Banque :	
Adresse de la banque :	

L'Entreprise transmet directement la facture originale mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie, à :

EDF en Martinique
Service Efficacité Energétique et transition Energétique
Immeuble Les Cascades
Place François Mitterrand
97248 Fort-De-France
A l'attention de xxx

L'Entreprise devra signaler à son interlocuteur EDF toute modification de SIRET afin de mettre à jour le système de comptabilité et ainsi garantir le paiement des primes.

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité, EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ses clients des secteurs tertiaire et industriel. Ces conventions peuvent également inclure le versement des Primes économies d'énergie.

Il est entendu que des travaux d'isolation faisant déjà l'objet de versement des Primes économies d'énergie au travers d'une convention de partenariat MDE passée entre EDF et le client, ne peuvent être repris et intégrés par l'Entreprise dans le cadre de la charte « Partenaire Agir Plus d'EDF ».

Afin d'éviter ce risque de double comptage, L'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF portant sur le versement de Primes économies d'énergie pour l'affaire concernée.

3.8 Complément de l'article 10 des CG : Autorisation d'utilisation de la marque EDF

EDF est propriétaire de tous les supports, logotypes (charte « Installateur Partenaire Agir Plus d'EDF » et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération et pourra à la demande de l'Entreprise signataire l'autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes au Contrat « Installateur Partenaire Agir plus d'EDF » (insertion du logo de l'Offre sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.)

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise partenaire des supports après une demande écrite adressée à EDF devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF.

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers contrôlés. Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
- La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
- La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois

La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entrainera la résiliation du contrat de partenariat.